

# « J'ai alerté sur un capitalisme sans âme »



► Le président américain est convaincu que les mesures d'austérité ont contribué à ralentir la croissance en Europe. ► Dans un entretien exclusif aux sept journaux européens de Lena, dont « Le Soir », il appelle à la solidarité quant aux migrants et à la lutte contre Daesh.

ENTRETIEN  
WASHINGTON  
CORRESPONDANCE

**A** l'approche de la visite d'Etat du gouvernement italien aux Etats-Unis, le président américain a accordé une interview exclusive à *La Repubblica*, dans le cadre de l'alliance des sept journaux européens de Lena, dont fait partie *Le Soir*. Barack Obama y aborde des sujets tels que l'austérité en Europe, la crise des migrants ou encore Daesh.

**Au début de votre premier mandat, l'économie des Etats-Unis et celle de l'Europe étaient toutes deux en pleine récession. Depuis, l'économie des Etats-Unis a connu 7 ans de croissance, tandis que celle de l'Europe continue d'être confrontée à une croissance faible et à un fort taux de chômage. Le temps est-il venu de réévaluer le rôle joué par la politique fiscale et les investissements publics, et leur impact sur le retour à l'essor économique ? Autrement dit, les politiques d'austérité ont-elles échoué ?**

*D'après moi, les huit dernières années florissantes que nous avons connues aux Etats-Unis prouvent que l'approche que nous avons retenue était la bonne. Dès que j'ai pris mes fonctions, nous avons édicté la Recovery Act afin de stimuler l'économie. Nous avons agi rapidement afin de porter secours à notre industrie automobile, de stabiliser nos banques, d'investir dans nos infrastructures, de relancer les crédits accordés aux petites entreprises et d'aider les familles à ne pas perdre leur logement.*

*Les résultats sont sans équivoque. Nos entreprises ont créé plus de 15 millions de nouveaux emplois. Notre taux de chômage a été réduit de moitié. Nos déficits ont fondu. Et les travailleurs voient enfin leur fiche de paie augmen-*

*ter. Les revenus ont cru tandis que les taux de pauvreté diminuaient. Il nous reste encore fort à faire pour aider les travailleurs et leurs familles à aller de l'avant, mais nous sommes sur la bonne voie.*

*Certains pays ont adopté une tout autre approche. Comme je l'ai déjà dit, je suis convaincu que les mesures d'austérité ont contribué à ralentir la croissance en Europe. Certains pays stagnent depuis des années, ce qui a aggravé le sentiment de frustration et d'anxiété économique, ressenti à travers toute l'Europe et en particulier par les jeunes, victimes au premier chef du chômage. (...)*

**Le « phénomène Trump » aux Etats-Unis a été précédé par l'émergence de mouvements populistes et nationalistes en Europe. Quelles suggestions faites-vous à vos alliés européens et comment gérer l'après-Brexit ? Comment répondre aux mouvements qui souhaitent isoler l'Europe, construire des murs, réduire l'immigration, limiter notre**

**exposition au commerce international ?**

*Indéniablement, les forces de mondialisation à l'origine de tant de progrès économiques et humains au fil des décennies dans nos pays s'accompagnent également de problèmes politiques, économiques et culturels. Nombreux sont ceux qui se sentent lésés par le commerce international et l'immigration, comme en témoigne le vote du Royaume-Uni en faveur d'une sortie de l'UE.*

*Nous le constatons également dans la montée des mouvements populistes, aussi bien de gauche que de droite. A travers toute l'Europe, certains remettent en question le concept même d'intégration européenne laissant à penser que les pays s'en sortiraient mieux en faisant leurs propres choix.*

*Dans de tels moments, même si nous avons tout à fait conscience des difficultés réelles auxquelles nous faisons face, il est important*

*de se rappeler combien nos pays et notre quotidien profitent des forces d'intégration. Notre écono-*

*mie mondiale intégrée, notamment les échanges commerciaux, a contribué à améliorer la vie de milliards de gens à travers le monde. La pauvreté extrême a considérablement reculé. Grâce à des collaborations mises en place au niveau international en matière de sciences, de santé et de technologie, l'espérance de vie a augmenté et les opportunités sont plus nombreuses que jamais. L'UE demeure l'une des plus grandes réussites politiques et économiques des temps modernes. Aucun pays de l'UE n'a pris les armes contre un autre. Des familles venues d'Afrique et du Moyen-Orient risquent leur vie afin d'être en mesure d'offrir à leurs enfants les bienfaits et la qualité de vie dont*

*profitent les Européens et que ces derniers ne devraient jamais considérer comme étant des acquis.*

*Par conséquent, notre défi consiste à faire en sorte que les avantages de l'intégration soient plus largement partagés et que les bouleversements économiques, politiques*

*et culturels soient abordés sans détour. Pour cela, il faut mettre en place des politiques économiques inclusives et investir réellement dans nos forces vives en encourageant l'éducation, l'obtention de compétences et la formation afin de doper les salaires et de réduire les inégalités. Le commerce doit protéger les travailleurs et l'environnement. Nous devons rester campés sur les valeurs et traditions qui sont l'essence même de nos sociétés pluralistes et diverses, et rejeter cette politique qui oppose le « nous » au « eux » et donne aux migrants ou minorités le rôle de boucs émissaires. (...)*

**Des deux côtés de l'Atlantique, les négociations du Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement sont au point mort. Le protectionnisme gagne du terrain partout. Les objections américaines au libre-échange vous sont très familières, mais la perspective européenne diverge quelque peu : bon nombre de nos citoyens, même dans des pays tels que l'Allemagne, qui ont bénéficié d'énormes excédents commerciaux, croient qu'un nouveau traité avec les Etats-Unis affaiblirait la protection de nos consommateurs, nos travailleurs, notre santé. D'après de nombreux Européens, votre pays est devenu un symbole du capitalisme sauvage où les multinationales dictent leur loi. Quelle réponse faites-vous aux préoccupations européennes ?**

*Oui, la politique commerciale n'est pas une mince affaire dans nos pays. Mais l'histoire montre que le libre marché et le capitalisme constituent peut-être la plus grande force de création d'opportunités, de dynamisation de niveau de vie. (...) Nous l'avons constaté en Europe de l'Ouest lors des décennies qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale, puis en Europe centrale et en Europe de l'Est depuis la fin de la guerre froide. (...) Parallèlement, nous avons aussi vu combien la mondialisation peut affaiblir la position des tra-*

*vailleurs qui ont davantage de difficultés à gagner un salaire décent, et entraîner la délocalisation des emplois de fabrication vers des pays dont les coûts de main-d'œuvre sont inférieurs. J'ai tiré le signal d'alarme à l'encontre d'un capitalisme sans âme qui ne bénéficie qu'à quelques nantis et contribue à développer les inégalités et à creuser le fossé entre les riches et les pauvres.*

*Au sein de notre économie mondiale, où notre prospérité dépend tant des échanges commerciaux qui unissent nos pays, il est tout simplement impossible de remonter le pont-levis. Le protectionnisme ne fait qu'affaiblir nos économies, au détriment de tous et en particulier de nos travailleurs. Au lieu de cela, nous devons tirer les enseignements du passé et faire*

du commerce de manière sensée afin que l'économie mondiale soit plus favorable à nos populations dans leur ensemble et non uniquement à l'élite. (...) Nous devons continuer de travailler à remédier aux excès du capitalisme par des normes strictes aux niveaux bancaire et fiscal, et par une plus grande transparence.

Nous devons aussi mettre en place des accords commerciaux exemplaires, comme le Partenariat

pour le commerce et l'investissement transatlantique. Même si les échanges commerciaux qui lient les Etats-Unis et l'UE représentent 13 millions d'emplois dans nos pays, une pléthore de droits douaniers et de réglementations, règles et normes différentes nuisent à l'expansion des échanges, des investissements et de la création d'emplois.

En éliminant les droits douaniers

et en uniformisant les réglementations, nous faciliterons les échanges commerciaux, en particulier pour nos petites et moyennes entreprises. Le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement ne compte pas abaisser les normes. Au contraire, il compte les rendre plus strictes afin de mieux protéger les travailleurs, l'environnement, les consommateurs, et de libérer l'Internet qui est essentiel à

nos économies numériques. Pour toutes ces raisons, les Etats-Unis demeurent bien décidés à conclure des négociations dans le cadre du Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement, ce qui implique une volonté politique dans l'ensemble de nos pays. ■

Propos recueillis par  
FEDERICO RAMPINI (La Repubblica)

## migrants « La planète tout entière doit se mobiliser davantage »

**L'Italie est en première ligne de la crise des réfugiés en Méditerranée. On a parfois l'impression que notre pays est seul ou presque pour faire face à cette urgence. Quelle est, selon vous, l'importance de la solidarité européenne sur cette question ?**

Les images que l'on peut voir de tous ces migrants désespérés (des hommes, des femmes et des enfants) entassés dans ces petites embarcations et qui se noient dans la Méditerranée sont insoutenables. L'Italie, et c'est tout à son honneur, continue à jouer un rôle de premier plan. L'Italie, qui assure le commandement de la force navale de l'Union européenne en Méditerranée, a, avec ses partenaires, secouru et sauvé des centaines de milliers de migrants. Le Premier ministre, M. Renzi, a plaidé avec éloquence pour une réponse compatissante et coordonnée à cette crise, en mentionnant notamment la nécessité de venir en aide aux pays d'Afrique d'où proviennent un si grand nombre de ces migrants. De nombreux Italiens ont fait preuve de générosité en accueillant des réfugiés au sein de leurs communautés.

Cependant, comme je l'ai dit lors du sommet sur les réfugiés que j'ai organisé le mois dernier aux Nations unies, on ne peut attendre des quelques pays situés en première ligne qu'ils

supportent seuls ce lourd fardeau. C'est pourquoi l'Otan, cet été, a décidé de renforcer notre aide en faveur des opérations navales européennes en Méditerranée. Voilà pourquoi les Etats-Unis estiment que l'accord entre l'UE et la Turquie est un moyen important de partager les coûts de cette crise et d'assurer une approche coordonnée, une approche qui doit respecter les droits humains des migrants et appliquer une politique migratoire qui soit bien définie et humaine. Et voilà pourquoi les Etats-Unis conti-

nueront à jouer leur rôle, en notre qualité de premier donateur d'aide humanitaire dans le monde, y compris à l'égard des réfugiés, et dans le cadre de l'engagement que nous avons pris dernièrement d'accueillir et de relocaliser 110.000 réfugiés dans les douze prochains mois.

Face à l'ampleur de la crise, c'est la planète tout entière qui doit se mobiliser davantage. Le sommet sur les réfugiés qui s'est tenu le mois dernier fut une avancée importante. Plus de

**« L'accord entre l'UE et la Turquie est un moyen important de partager les coûts de cette crise »**

cinquante pays et organisations ont augmenté de quelque 4,5 milliards de dollars cette année leur contribution en faveur d'organisations humanitaires et des appels lancés par les Nations unies. Au total, nos nations ont décidé de doubler le nombre de réfugiés admis dans nos pays, pour atteindre un total de plus de 360.000 personnes cette année. Nous allons aider plus d'un million d'enfants réfugiés à aller à l'école, et nous allons aider un million de réfugiés à suivre des formations, à acquérir de nouvelles

compétences ou à trouver un emploi. Mais il nous faut encore plus de pays prêts à augmenter leur aide et à accepter plus de réfugiés. Et nous devons réaffirmer notre attachement à la diplomatie, au développement et à la protection des droits de l'homme, et contribuer ainsi à mettre un terme aux conflits, à la pauvreté et à l'injustice qui amènent tant de personnes à fuir leur pays. (...) ■

Propos recueillis par  
F.R.

**LUTTE CONTRE DAESH****« L'EI garde une attitude défensive, notre coalition, une attitude offensive »**

Sommes-nous en train de gagner la guerre contre l'EI en Irak et en Syrie ? Qu'en est-il par ailleurs de « l'autre » guerre contre l'Etat islamique, à savoir la prévention des attentats terroristes dans nos propres pays ? Notre coalition poursuit son combat implacable contre l'Etat islamique en Irak et en Syrie sur tous les fronts. Les attaques aériennes de la coalition continuent à frapper des cibles appartenant à l'EI. Nous continuons à éliminer de hauts responsables et des commandants de Daesh afin de les empêcher à jamais de nous nuire. Nous poursuivons les attaques contre leurs infrastructures pétrolières et leurs réseaux financiers afin de les priver de l'argent nécessaire au financement de leur campagne de terreur. En Irak, l'EI a perdu sur le terrain plus de la moitié du territoire peuplé qu'il détenait autrefois, et les forces irakiennes ont amorcé les opérations visant à libérer Mossoul. Daesh n'a enregistré aucune victoire majeure en Irak ou en Syrie depuis plus d'un an. En somme, l'EI garde une attitude défensive, notre coalition, une attitude offensive, et même si cette bataille reste très difficile, je suis convaincu que nous la remporterons et que l'Etat islamique en sortira perdant. Sous la direction du Premier ministre M. Renzi, l'Italie joue un rôle essentiel dans notre coalition. L'Italie est l'un des pays qui envoient le plus de formateurs et de conseillers sur le terrain en Irak. Les Carabiniers forment des milliers d'agents de police irakiens afin de contribuer à stabiliser les villes et les villages affranchis du contrôle de l'EI. Cela étant dit, même si l'EI continue à perdre du terrain en Irak, en Syrie et en Libye, l'organisation est toujours en mesure de mener ou d'inspirer des attentats, comme on a pu le constater à divers endroits au Moyen-Orient, en Afrique du Nord, aux Etats-Unis et en Europe. Empêcher des individus isolés ou des cellules terroristes restreintes de tuer des innocents dans nos pays reste l'une de nos missions les plus ardues. Même si chacun de nos pays fait ce qu'il faut pour contrecarrer les attentats sur son territoire, il nous faut agir davantage ensemble, notamment en partageant les informations et les données du renseignement, en empêchant les combattants terroristes étrangers de voyager et en renforçant la sécurité aux frontières.

F.R.